

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 7 novembre 1984

La séance est ouverte à 14 heures.

● (1405)

DÉCLARATIONS AUX TERMES DE L'ARTICLE 21 DU RÈGLEMENT

[Traduction]

L'ENVIRONNEMENT

ON DEMANDE DE TENIR AU PLUS TÔT UNE CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

L'hon. Chas. L. Caccia (Davenport): Monsieur le Président, les Canadiens s'inquiètent vivement, et à juste titre, des effets des pluies acides sur nos lacs et les produits de la pêche, sur nos forêts et nos monuments. Jusqu'à présent, l'entretien du premier ministre (M. Mulroney) avec le président Reagan et celui du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) avec son homologue américain à Washington n'ont pas donné les résultats promis par le premier ministre.

Les libéraux de ce côté-ci exhortent donc le gouvernement à intensifier ses efforts et à montrer que le Canada est bien décidé à venir à bout de réduire les émanations des cheminées industrielles et des tuyaux d'échappement des voitures au Canada. Par conséquent, j'exhorte la ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier) à continuer de collaborer avec les provinces, à l'exemple du régime libéral, et à convoquer dans les plus brefs délais une réunion avec les ministres provinciaux de l'environnement, en vue de travailler ensemble à moderniser et à assainir les usines polluées du Canada.

En dernier lieu, j'exhorte le ministre des Transports (M. Mazankowski) à faire aboutir les consultations avec les entreprises industrielles et le public en vue de réduire les émanations de gaz d'échappement, une des causes des pluies acides.

* * *

L'ÉCONOMIE

LE PROGRAMME DU GOUVERNEMENT

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur le Président, le 4 septembre 1984, le parti progressiste conservateur a hérité d'un pays bien malade. Selon le diagnostic, des impôts excessifs et une dette croissante atteignant des milliards de dollars avaient rendu le Canada moribond. Les taux d'intérêt étouffaient les investisseurs et acculaient à la faillite les agriculteurs et les chefs d'entreprise. Il y avait un million de chômeurs, parmi lesquels des milliers de jeunes, qui ne parvenaient pas à trouver du travail parce que les possédants redoutaient d'investir dans leur propre pays. Ces Canadiens préféreraient investir

ailleurs, entraînant l'exode des emplois avec celui de leurs capitaux.

La zizanie régnait entre l'Est et l'Ouest, entre francophones et anglophones. Le Canada était en train de se disloquer. Nous avons effectivement trouvé le pays en très piteux état!

Le gouvernement progressiste conservateur, qui a foi en un Canada fort et uni, a entrepris graduellement de guérir le malade, non pas au moyen de cataplasmes et d'analgésiques, mais en s'attaquant avec honnêteté et détermination, et dans un esprit de libre entreprise, aux racines du mal. Il veut réduire de façon ordonnée la dette gigantesque ce qui fera baisser les taux d'intérêt, fera régner un climat de confiance qui incitera des milliers d'entrepreneurs à investir au Canada et à donner du travail aux Canadiens.

On ne se remet pas du jour au lendemain d'une maladie qu'on néglige depuis dix ans. Dorénavant, toutefois, la guérison sera graduelle et nous verrons de nouveau un Canada fort et uni, sous la conduite d'un gouvernement progressiste conservateur qui a ses assises partout au Canada et que dirige un Canadien convaincu, le très honorable Brian Mulroney.

Des voix: Bravo!

* * *

LES CATASTROPHES

ON DEMANDE D'ENQUÊTER SUR UN ACCIDENT MORTEL SUBI PAR DES GENS DE MER DE LA CÔTE OUEST

M. Ray Skelly (Comox-Powell River): Monsieur le Président, je tiens à attirer l'attention de la Chambre, et particulièrement du ministre des Transports (M. Mazankowski), de la ministre de l'Environnement (M^{me} Blais-Grenier), du ministre des Pêches et des Océans (M. Fraser) et du ministre de la Défense nationale (M. Coates) sur le fait que des pêcheurs ont perdu la vie dans des tempêtes survenues au large de la Colombie-Britannique parce que ces gens de mer n'avaient pas été bien informés des conditions météorologiques et que les manœuvres de recherche et de sauvetage n'étaient pas adéquates.

Je voudrais prier le gouvernement de tenir une enquête publique sur cette question et de recueillir le témoignage et les renseignements de pêcheurs et de marins afin d'être le mieux informé possible en vue d'établir un plan d'action. Je prie aussi le gouvernement de ne pas imiter l'ex-gouvernement libéral qui faisait tenir des enquêtes maison sans cependant donner suite aux conclusions de ces enquêtes.